

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900

---

LES  
**SOCIÉTÉS SAVANTES**  
DE LYON

---

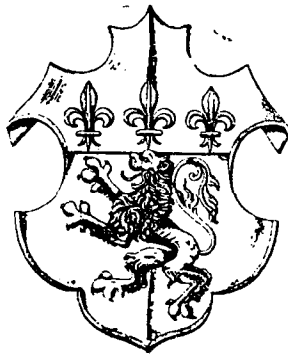
**RAPPORT**

PRÉSENTÉ

PAR LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU RHÔNE

V<sup>e</sup> Section. — Enseignement.

V<sup>e</sup> SOUS-SECTION. — SOCIÉTÉS SAVANTES



LYON

A. REY ET C<sup>IE</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

4, RUE GENTIL, 4

1900

1<sup>er</sup> septembre : le Queyras, par M. J. TRIVOLIER.

1<sup>er</sup> octobre : la Grave et le Lautaret en hiver, par M. QUEYRAS.

1<sup>er</sup> novembre : l'Elbrouz, observatoire météorologique, par M. DE POGGENPOHL.

1<sup>er</sup> décembre : la Grande-Motte, par M. P. PUISEUX.

---

## SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE ET D'ÉCONOMIE SOCIALE

*Origines.* — En 1842, la Chambre de commerce de Lyon prit une délibération fortement motivée, aux termes de laquelle la nécessité d'un enseignement de l'économie politique s'imposait à Lyon. La création de cet enseignement fut longuement discutée, et ce n'est qu'en 1864 que la Chambre de commerce donna corps à son idée, en faisant venir à Lyon M. DAMETH, professeur à l'Université de Genève.

M. DAMETH, dans un cours qu'il professa dans une des salles du palais Saint-Pierre pendant l'hiver 1864-1865, jeta dans la population lyonnaise des germes qui devaient fructifier. Il intéressa son nombreux auditoire par l'exposé qu'il fit des questions essentielles de la science économique : production des richesses, valeur, propriété, travail, capital, rôle de l'Etat, circulation, débouchés, monnaie, crédit, impôts, consommation, population, paupérisme.

Les principes exposés par M. Dameth, s'ils étaient ignorés de la majeure partie de la population lyonnaise, n'étaient pas inconnus d'une élite de penseurs qui, depuis de longues années, se réunissaient assez régulièrement pour en disserter. Toutefois c'était là un petit cénacle fermé, et la satisfaction que pouvaient éprouver ceux qui en faisaient partie, dut certainement les engager à examiner si, à ce moment, les circonstances n'étaient pas propices à étendre, à généraliser des connaissances réservées au petit nombre.

La décision fut prise, et, le 13 janvier 1866, eut lieu, dans un des salons du café Casati, la première réunion de ceux qui devaient fonder la Société d'économie politique de Lyon.

Les noms de ces fondateurs doivent être conservés ; les voici par ordre alphabétique :

Emile BONNARDEL.	LE ROYER.
Jean BUY.	Edouard MILLAUD.
CHABRIÈRES-ARLÈS.	MILLION.
Alphonse COURTOIS.	PHILIPPE.
DAMETH.	Paul ROUGIER.
FERRAND.	SOULIER.
FERROUILLAT.	Jean TISSEUR.
Henri GERMAIN.	

Cette réunion de quinze personnes décida la fondation de la Société et nomma une commission de cinq membres pour élaborer un règlement. Hâtons-nous d'ajouter que ce règlement n'a jamais été fait et que, malgré cela, la Société a, jusqu'ici, vécu et prospéré sans que sa marche ait été entravée ou favorisée par une réglementation quelconque. Les traditions qui se sont établies ont largement suffi.

Dès ses débuts, la Société eut à se préoccuper de la situation faite à toute association par le régime impérial, qui considérait d'un regard soupçonneux les réunions où l'on s'occupait de questions sociales : coopération, paupérisme, etc.

Afin de donner des gages de tranquillité au gouvernement, elle eut la sagesse de choisir pour son président M. Valantin, conseiller à la Cour d'appel, dont le nom respecté, le caractère pacifique et éclairé ne permettaient pas, au plus méfiant des fonctionnaires, de conserver une crainte quelconque.

*Constitution et fonctionnement.* — Le premier Bureau fut constitué comme suit :

<i>Président.</i> . . . . .	MM. VALANTIN.
<i>Vice-Présidents.</i> . . . . .	FLOTARD et CHABRIÈRES-ARLÈS.
<i>Secrétaires</i> . . . . .	ROUGIER et COURTOIS.
<i>Trésorier.</i> . . . . .	BOUVET.
<i>Bibliothécaire-Archiviste</i> . . . . .	Jean TISSEUR.

La cotisation annuelle fut fixée à 10 francs (élevée par la suite à 12 francs).

Dès la première séance, M. ROUGIER proposa de publier les rapports et les discussions en un volume annuel. L'idée parut prématurée et ne fut réalisée que dix ans plus tard. A partir de 1875, la

Société publia un compte rendu. Cette collection de volumes annuels est une véritable encyclopédie économique et présente le plus grand intérêt.

Les séances ont lieu tous les quinze jours de novembre à mai. Tous les membres reçoivent une convocation à domicile.

Dans la première séance de l'exercice, le président présente une revue des faits économiques de l'année écoulée ; cette revue, toujours très attendue, permet le plus souvent de suggérer aux futurs rapporteurs de la session les sujets de conférences ou d'études.

Puis le trésorier présente la situation financière. La Société ne thésaurise pas et, sauf un léger excédent, n'a pas de fonds de réserve proprement dit.

Son budget varie suivant le nombre de ses membres ; ce nombre a été en 1899 de 400 environ, ce qui représente 4800 francs, la Société a reçu de la Chambre de commerce une subvention de 1000 francs. Ses recettes oscillent donc entre 5 et 6.000 francs.

Ses dépenses s'élèvent à la même somme moins 3 ou 400 francs qui servent à constituer un disponible pour parer à l'imprévu ; ce disponible était fin 1898, de 1500 francs.

Indépendamment de ce disponible, la Société peut disposer des intérêts d'un legs de 1000 francs qui lui a été fait par un de ses membres.

On le voit, la Société d'économie politique de Lyon ne dispose pas de bien larges ressources ; néanmoins, quoique limitées, elles lui ont suffi jusqu'ici.

Le Bureau est renouvelé en partie dans la première séance de chaque session.

Voici quelle est la tradition :

Le président est nommé pour trois ans ; il est maintenant d'usage de laisser au moins une année d'intervalle avant de conférer un nouveau mandat.

Les vice-présidents sont nommés pour quatre ans et ne sont pas rééligibles immédiatement.

Les autres membres du Bureau sont indéfiniment rééligibles.

Les secrétaires de séance, au nombre de huit, ne font pas partie du Bureau ; ils sont choisis par le Bureau, parmi les membres de la Société, pour prendre des notes pendant les séances et collationner le travail du sténographe. Ils sont renouvelés par quart tous les ans.

En résumé, voici quelle est la composition actuelle du Bureau :

- 1 président,
- 4 vice-présidents,
- 1 secrétaire général,
- 1 trésorier,
- 1 questeur,
- 1 questeur adjoint,
- 1 bibliothécaire-archiviste.

Jusqu'en 1889, la Société conserva son premier titre de *Société d'économie politique* ; mais son Bureau, désirant bien marquer la large part qui était faite aux questions dites sociales, décida que le titre primitif serait complété par celui de : *et d'économie sociale*. Au fond, le premier titre contenait implicitement ce dernier, mais l'Assemblée de la Société reconnut, avec son Bureau, que cette adjonction ne pouvait qu'être favorable à l'expansion de la Société.

*Conférences publiques.* — Indépendamment des séances bi mensuelles, auxquelles sont convoqués tous les membres, la Société a organisé, depuis 1895, des conférences publiques où le public est admis, non pas le public tel qu'on le conçoit communément, mais le monde des syndicats professionnels, de la mutualité, de la coopération, des sociétés d'employés, etc.

Jusqu'en 1895, la Société avait vécu dans l'intimité ; il lui a semblé qu'elle devait, dans la mesure de ses moyens, essayer de répandre le plus possible les notions économiques, principalement à l'aide de l'étude des faits d'actualité.

Voici la liste des conférences publiques qu'elle a organisées dans cet ordre d'idées :

- 1895. L'avenir social, par M. André LIESSE.
  - Le budget, par M. P. BEAUREGARD.
- 1896. Ce qu'on peut faire à Madagascar, par M. CHAILLEY-BERT.
  - Sur quelques moyens défensifs de l'initiative privée et de l'action locale contre la marche ascensionnelle de l'alcool, par M. Eugène ROSTAND.
  - L'ouvrier anglais et le trade unionisme, par M. Paul DE ROUSIERS.
- 1897. État actuel du mouvement coopératif, par M. Hubert VALLEROUX.
- 1898. Les corporations et les syndicats, par M. Martin SAINT-LÉON.
  - La question des octrois, par M. BERTHÉLEMY.
  - Progrès de la concurrence allemande sur le terrain économique, par M. Jules ROCHE.

1898. Le socialisme agraire, par M. SOUCHON.

1900. Le socialisme d'Etat en Australie et en Nouvelle-Zélande, par M. L. VIGOUROUX.

— La direction des entreprises industrielles et commerciales par M. André LIESSE.

*Travaux.* — Il serait fastidieux de chercher à résumer ici les travaux de la Société; toutes les questions d'économie politique et d'économie sociale ont été abordées au cours des 390 séances tenues depuis l'origine. Comme il convenait à un centre aussi important que Lyon, les questions concernant la liberté commerciale, la franchise des matières premières, l'expansion coloniale, les améliorations des voies de transport, la législation du travail, les arrangements internationaux monétaires, commerciaux, de propriété industrielle, les impôts, etc., etc., ont tenu la première place dans les travaux de la Société.

Mais, indépendamment de ces questions, tous les faits d'actualité ont donné lieu à des rapports et à des discussions tirant leur intérêt de ce que ceux qui les présentaient, ou y prenaient part, étaient qualifiés, soit par leurs professions, soit par les voyages qu'ils avaient faits dans les pays en cause, pour donner un avis autorisé. Tel a été le cas dans les séances où il était question du Tonkin, de la Tunisie, du Brésil, de l'Amérique du Nord, de la Perse, du Mexique, de la Chine, du Transvaal, etc.<sup>1</sup>.

La Société est composée d'hommes appartenant à toutes les classes de la société : négociants, employés, industriels, chefs d'ateliers, avocats, médecins, ingénieurs, professeurs, etc. Tous travaillent et étudient avec un même zèle consciencieux ; seule la recherche de la vérité est en jeu, et quelles que soient les divergences d'opinions, la plus inaltérable courtoisie caractérise les discussions.

Quel profit la science économique retire-t-elle de ces discussions ? Il serait un peu téméraire de le dire ; mais, sans forfanterie, on peut dire que les faits du jour étudiés à la lumière des principes, examinés par des hommes qui ont la pratique des affaires, fournissent matière à des observations des plus substantielles, qui redressent les idées et forment le jugement.

*Enseignement.* — On a vu plus haut que la Société fait tous ses

<sup>1</sup> Un tableau des questions traitées figure à l'Exposition d'Économie sociale.

efforts pour répandre dans le public la connaissance des principes économiques. Depuis très longtemps, elle s'est préoccupée du moyen d'assurer l'enseignement et le développement de ces principes, persuadée que leur diffusion contribuerait puissamment à détruire ce qu'on appelle avec raison le malentendu social.

Dès 1874, un de ses membres, M. Jules MICHEL, lui présenta un rapport sur l'organisation des *cours primaires d'économie politique*. Puis, la même année, la Société ouvrit un concours avec un prix de 1000 francs pour le *meilleur traité élémentaire d'économie politique*; 24 mémoires furent envoyés de tous les points de la France; le prix fut partagé entre trois concurrents, mais aucun des mémoires ne répondit complètement aux conditions du programme.

La Société a ouvert des cours d'économie politique :

- 1° A la Société d'instruction primaire (en 1876-1879). Cette Société n'existe plus ;
- 2° A la Société d'enseignement professionnel (depuis 1876);
- 3° A l'École normale d'instituteurs du Rhône ;
- 4° A l'École de la Martinière (1876).

En outre, elle accorde des prix annuels aux auditeurs du cours d'Économie politique, professé à la Faculté de droit de l'État (depuis 1875), à la Faculté libre de droit (depuis 1890), à l'École de la Salle ; à l'École de commerce.

D'autre part, dans quelques circonstances, la Société ouvre des concours sur des sujets donnés. Ainsi, de généreux donateurs lui confient des sommes de 1000, 1500 francs pour récompenser les meilleurs travaux. En 1895, les relations commerciales avec la Suisse ont été le thème imposé ; le rapport couronné fut celui de M. ARCHINARD, rapport qui a été imprimé et distribué. En 1896, le sujet fut : De la condition des femmes travaillant à domicile. Le lauréat a été M. BONNEVAY, avocat à la Cour d'appel, qui présenta un travail des plus remarquables.

L'exemple de ces généreux donateurs n'a pas souvent été imité, et la Société d'économie politique ne peut que faire des vœux pour qu'elle soit mise à même d'ouvrir de nombreux concours.

Enfin, pour achever cette monographie de la Société, signalons l'usage qu'elle suit, depuis 1877, de terminer ses sessions par un banquet, auquel elle invite un hôte d'honneur. La liste de ces hôtes d'honneur est des plus intéressantes, et nous croyons devoir la reproduire : en la parcourant, il sera facile de voir que si les prin-

cipes économiques ne cessent pas d'inspirer les travaux de la Société, elle fait preuve d'un aimable éclectisme dans le choix des personnalités qui veulent bien accepter son invitation, en échange, il faut bien le dire, d'une allocution, d'un discours toujours particulièrement goûté des nombreux convives du banquet de clôture.

#### Hôtes d'honneur :

1877	MM. P. LEROY-BEAULIEU.	1888	MM. BARDOUX.
1878	VALANTIN.	1889	TRARIEUX.
1879	Maurice BLOCK.	1890	AYNARD.
1880	Raoul DUVAL.	1891	LEVASSEUR.
1881	Hipp. MAZE.	1892	DE FOVILLE.
1882	P. LEROY-BEAULIEU.	1893	Georges MICHEL.
1883	Léon SAY.	1894	Ernest BRELAY.
—	Franck CHAUCHEAU.	1895	E. CHEYSSON.
—	Francis CHARNIER.	1896	A. LEROY-BEAULIEU.
1884	RIBOT.	1897	Charles ROUX.
1885	Jules SIMON.	1898	NOBLEMAIRE.
1886	FLOTARD.	1899	LUZZATI.
1887	Georges PICOT.	1900	P. BEAUREGARD.

En terminant, qu'il nous soit permis d'adresser un respectueux hommage aux fondateurs de notre Société. La mémoire de ceux qui ne sont plus et qui nous ont consacré une large part de leur activité et de leur savoir, sera toujours honorée parmi nous. Quant aux vétérans qui peuvent voir quel épanouissement a eu le petit groupement de 1866, ils doivent être fiers de leur œuvre, et nous pouvons les assurer que ceux qui ont l'honneur de la diriger aujourd'hui feront tous leurs efforts pour ne pas la laisser périliter.

#### Liste des Présidents de la Société.

1866.	MM. VALANTIN.	1889-94.	MM. Aug. ISAAC.
1872.	P. PIATON.	1892.	J.-A. SEVÈNE.
1877.	FLOTARD.	1896.	J. CAMBEFORT.
1886.	ED. AYNARD.	1899.	J. COIGNET.

#### Bureau de la Société pour l'exercice 1899-1900.

<i>Président.</i>	. . . . .	MM. Jean COIGNET.
<i>Vice-Présidents</i>	. . . . .	PIC, BLETON, PIATON, MOREL.
<i>Secrétaire général.</i>	. . . . .	Joanny PEY.
<i>Trésorier.</i>	. . . . .	Francisque AYNARD.
<i>Questeur.</i>	. . . . .	P. PAGNON.
<i>Questeur-adjoint</i>	. . . . .	V. PELOSSE.
<i>Bibliothécaire</i>	. . . . .	L. CHARDINY.